

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Informatics Professional Services Division / Division
des services professionnels en informatique
11 Laurier St., / 11, rue Laurier
3C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet TASK BASED SERV. (TBIPS SUP. ARR.)	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8486-141066/B	Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client W8486-141066	Date 2015-02-12
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZM-384-28436	
File No. - N° de dossier 384zm.W8486-141066	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-02-27	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Beaudoin, Michael	Buyer Id - Id de l'acheteur 384zm
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-0300 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-1207
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

SOLLICITATION AMENDEMENT 002

Cet amendement est porté à inclure les questions et réponses suivantes:

Question 1: Administrateur de système (I.9) – Niveau 1. L'État peut-il expliquer en quoi la médiathèque de la DAPSCT est unique? Quelle expérience particulière une personne doit-elle posséder pour s'occuper de la médiathèque de la DAPSCT par opposition à une autre médiathèque similaire, utilisée dans le contexte du Programme de sécurité industrielle et du Programme des marchandises contrôlées? Cette exigence semble être formulée en fonction de la capacité et de l'expérience d'un fournisseur titulaire.

Réponse

La médiathèque de la DAPSCT comporte un processus de soumission et d'approbation du contenu média qui lui est propre. Cette exigence n'est par ailleurs pas formulée en fonction de la capacité et de l'expérience d'un fournisseur titulaire; il y a de nombreuses entreprises qui ont soumis du contenu média à la bibliothèque de logiciels de la DAPSCT par le passé et qui sont en mesure d'obtenir le maximum des points prévus pour ce critère.

Question 2: Gestionnaire de projet (P.9) - Niveau 3. La définition d'un gestionnaire de projet et les compétences exigées à son égard dans la demande de propositions semblent diverger des tâches habituelles d'un gestionnaire de projet, des compétences que l'industrie jugerait nécessaires à l'exercice de fonctions similaires, ou des compétences qui, dans des demandes de propositions antérieures du ministère de la Défense nationale, étaient jugées nécessaires à l'exercice de fonctions similaires. Le critère coté R1 est justifiable, car un gestionnaire de projet doit connaître le domaine du projet qu'il gère. Les critères cotés R2 à R5, en revanche, touchent plutôt les exigences visant des ressources plus techniques, comme il est indiqué dans les observations sous forme de puces ci-dessous. Tels qu'ils sont formulés, les critères R2 à R5 semblent cibler certaines personnes qui ont déjà travaillé à des systèmes bien précis livrés à l'Armée canadienne, ce qui vient limiter la concurrence à quelques personnes qui, peut-être, assurent déjà ce service.

- Le critère coté R2 (« Expérience démontrée dans le développement [...] en Java [...] »), qui décrit l'expérience d'un responsable technique, convient davantage à un architecte d'applications et de logiciels ou à un programmeur / développeur de logiciel.
- Le critère coté R3 (« Expérience démontrée dans le développement [...] en C ou en C++ [...] »), qui décrit l'expérience d'un responsable technique, convient davantage à un architecte d'applications et de logiciels ou à un programmeur / développeur de logiciel.
- Le critère coté R4 (« Expérience démontrée dans la configuration et la recherche de panne des paramètres de la DIS en vue d'établir les fédérations de la DIS »), qui décrit

l'expérience d'un responsable technique, convient davantage à un architecte d'applications et de logiciels ou à un programmeur / développeur de logiciel.

- Le critère coté R5 (« Expérience démontrée dans les domaines suivants : utilisation d'ABACUS, de JCATS, de VBS ou de JSAF dans le cadre d'un exercice militaire canadien, (2) utilisation d'ABACUS, de JCATS, de VBS ou de JSAF dans le cadre de n'importe quel exercice militaire, (3) utilisation d'une simulation constructive ou virtuelle dans le cadre de n'importe quel exercice militaire ») décrit l'expérience d'un coordonnateur d'exercice ou d'un contrôleur d'exercice.

L'industrie compte des gestionnaires de projet hautement qualifiés qui ont géré la conception, la mise en place et le soutien de systèmes de simulation et d'entraînement similaires ou plus complexes pour le compte des Forces canadiennes, y compris l'Armée canadienne. Il y a fort à parier que ces gestionnaires de projet n'auront aucune difficulté à se qualifier pour les services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) dont il est ici question. Par conséquent, l'État modifiera-t-il les exigences relatives au poste de gestionnaire de projet de manière à permettre à l'industrie d'offrir les services de gestionnaires de projet hautement qualifiés tout en réduisant le risque couru par les Forces canadiennes et l'État? De plus, l'État présentera-t-il une définition claire du terme « gestionnaire de projet » et en indiquera-t-il la provenance, pour permettre ainsi aux soumissionnaires de proposer une ressource dûment qualifiée pour le poste de gestionnaire de projet?

Réponse

Les gestionnaires de projet peuvent déjà se qualifier à l'égard des SPICT en question, comme l'indiquent les exigences M1 et M2 dans la section des critères obligatoires. Une ressource qui possède une expérience de la gestion de projets de développement de logiciels et une certification PMP (Project Management Professional) sera jugée conforme.

Le ministère de la Défense nationale est à la recherche d'un gestionnaire de projet qui possède une vaste expérience de la gestion de grands projets de développement de logiciels d'une nature bien précise. C'est pourquoi des points sont attribués pour les aspects décrits aux exigences R2 à R5. Le gestionnaire de projet retenu sera appelé à s'acquitter des tâches décrites à la section 5.16 de l'annexe A, de même qu'à comprendre des détails techniques avancés liés aux aspects décrits aux exigences R2 à R5.

Question 3: Au paragraphe C figurant à la section 7.1 de la partie 7 relative aux clauses du contrat subséquent, l'État déclare ce qui suit :

« Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâches : L'entrepreneur doit fournir à l'autorité contractante, dans les deux (2) jours ouvrables de la réception du projet d'AT (ou tout autre délai plus long précisé dans le projet d'AT), le coût total estimatif proposé pour l'exécution de la tâche et la ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat. La proposition de prix de l'entrepreneur doit être établie selon les taux stipulés dans le contrat. L'entrepreneur ne sera

pas payé pour la préparation ni la présentation d'une proposition, ni pour la fourniture d'autres renseignements requis pour la préparation et l'attribution de l'AT approuvée. »

L'État peut-il faire passer le délai de réponse accordé de 2 jours à 5 jours, comme c'est déjà le cas pour la plupart des offres à commandes?

Réponse

Le Canada est en accord. Nous allons faire le changement à 5 jours.

Question 4: Étant donné qu'un logiciel d'« interface entre environnement simulé et réel » n'est pas un terme utilisé couramment par l'industrie et qu'il semble avoir été créé expressément pour cette demande de propositions (la recherche du terme dans Google donne précisément un seul résultat : la demande de propositions), l'état peut-il donner des exemples de logiciels autres que l'interface VCCI qui correspondent à la définition? La définition semble avoir été formulée de telle manière que seule la VCCI soit recevable.

Réponse

Ce terme a été créé expressément pour cette demande de propositions. Le ministère de la Défense nationale a pour besoin opérationnel de développer, de modifier et de soutenir l'interface virtuelle de commandement et de contrôle (VCCI). Il est donc à la recherche d'une entreprise qui a déjà travaillé à des logiciels comparables au logiciel d'interface entre environnement simulé et réel (IESR) qui est décrit. Cette définition a été créée pour que les définitions de l'expérience voulue par les critères cotées ne soient pas limitées à la VCCI, et que d'autres entreprises puissent montrer qu'elles ont travaillé à des logiciels similaires à celle-ci. Comme l'indique la figure 1 (Interfaces supportées par les VCCI) de l'annexe A, la VCCI compte de nombreuses interfaces, y compris celles énumérées dans la description du logiciel d'IESR. Pour ne pas limiter le besoin exclusivement à la VCCI, on a exclu la plupart des interfaces mentionnées à la figure 1 de la description du logiciel d'IESR.

Question 5: Analyste des systèmes (A.8) [ABACUS] - Niveau 3. À l'exigence cotée R6, on demande une « expérience [acquise] dans le cadre des activités d'instruction des QG des unités ou des formations de l'AC tenues au Canada ou au Royaume-Uni ». Or, l'expérience demandée à l'égard d'autres catégories, comme celles d'analyste des systèmes (A.8) [JSAF] ou de coordonnateur des essais (A.10), est restreinte à une expérience *canadienne*. Pourquoi une expérience acquise au Royaume-Uni est-elle acceptable pour l'analyste des systèmes (A.8) [ABACUS] - Niveau 3? Voilà qui semble favoriser l'un des entrepreneurs titulaires qui a fourni des services de soutien au ministère de la Défense nationale, dans le cadre d'un protocole d'entente conclu avec le ministère de la Défense du Royaume-Uni.

Réponse

Une expérience acquise au Royaume-Uni est acceptable pour l'analyste des systèmes (A.8) [ABACUS] - Niveau 3, parce qu'ABACUS est un outil du ministère de la Défense du Royaume-Uni que le Canada obtient au moyen d'un protocole d'entente sur la formation de commandement et d'état-major. Comme il

est indiqué dans la description du besoin, une expérience acquise au Canada OU au Royaume-Uni est acceptable.

Question 6:

Contrôleur (A.11) [Simulation] - Niveau 1. Au sujet de l'exigence cotée R1, l'État peut-il expliquer ce qu'est la structure logicielle Paradigm? S'agit-il d'une structure de développement? S'agit-il d'une application logicielle et, si c'est le cas, quel fournisseur la distribue?

Réponse

Paradigm désigne la structure logicielle à partir de laquelle la VCCI, l'Outil de modélisation d'activité civile pour les exercices (CAMX), le dispositif de visualisation cartographique mobile et l'Unité de contrôle d'aérodrome militaire (UCAM) ont été développés. Les deux entrepreneurs titulaires (ADGA et SimFront) ont utilisé la structure Paradigm.

LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS RESTENT LES MÊMES.